

## Une parité du voile soulevé avec déférence

>>> *Suite de la page 7*

de Simone Weil : «*En quoi consiste la relation de Charles de Gaulle avec la légitimité ? En ceci : le trésor était à terre, méprisé de tous, il l'a ramassé, rangé, et fait savoir publiquement qu'il s'en constituait le gardien*».

Avec tout le respect que nous avons pour la mémoire de Simone Weil, nous disons que la légitimité n'est pas une chose dont on puisse décider à sa convenance. La légitimité était à Vichy parce qu'elle y avait été apportée par les élus du peuple souverain qui avaient voté à l'écrasante majorité que l'on sait, l'investiture du maréchal Pétain. Le régime ne s'était pas imposé par la force. Rien de plus démocratique et légal dans sa mise en place. Le gouvernement français était reconnu par des pays aussi différents que les Etats Unis d'Amérique, l'Union Soviétique ou le Vatican. Se déclarer publiquement, s'instituer le gardien d'une chose qui vous est étrangère, voilà un très joli euphémisme pour s'approprier de cette chose sans avoir le moindre droit sur elle.

Toute guerre impose aussi une propagande de guerre. Aussi longtemps qu'il y aura des conflits la vérité sera fardée. Mais cela n'empêche qu'il sera toujours nécessaire après coup aux historiens de dire qu'ils ne sont ni complices ni abusés. Sur le sujet, voilà ce qu'écrivait le général Spears : «Il fallait dire et répéter que Dakar avait ouvert le feu le premier

et que lui, de Gaulle, avait ordonné à ses troupes de se retirer pour empêcher le combat entre Français. C'était plutôt un euphémisme et quand il déclara par la suite que les Français Libres ne portaient pas d'armes à Rufisque, il ne fit que se conformer aux distorsions de la vérité dictées par la propagande de guerre».

### La véritable mission de Louis Rougier

La mission de Louis Rougier à Londres est présentée sous un éclairage peu favorable, passant sous silence le fait qu'elle visait surtout à mettre de l'huile dans les rouages des relations franco-britanniques et faire en sorte qu'elles ne continuent pas à se dégrader. Roussel écrit : En réalité, l'objectif implicite de cette mission patronnée par le Maréchal est, ni plus ni moins, de court-circuiter de Gaulle.

Ce n'est pas là rendre justice à Louis Rougier. Dans son ouvrage autobiographique «Mission secrète à Londres» le professeur nous dit (et nous ne voyons pas pourquoi sa parole devrait être mise en doute) que cette mission avait trois buts :

- Il fallait tenter un effort pour faire revenir les Anglais à une plus juste appréciation des clauses de l'armistice.
- Il fallait tenter un effort pour faire fléchir le blocus alimentaire.
- Il fallait enfin tenter de réconcilier Gaullistes et Pétainistes.

Si ce dernier point ne put être réalisé, il faut dire que la faute n'en incombe pas au missionnaire mais à Lord Halifax qui

à son arrivée à Londres avait imposé une condition absolue pour le bon déroulement de cette mission : s'engager à ne pas chercher à rencontrer le camp gaulliste.

Sur la Résistance, enfin : Bernard Ledwidge, auteur d'un ouvrage : «De Gaulle vu par un Anglais» et qui est cité par Roussel : Au tout début de son séjour à Londres, de Gaulle ne pense pas au potentiel de résistance de la France métropolitaine. Il considérait que la Libération était l'affaire des armées alliées et du mouvement des Français Libres. Les agents envoyés étaient plutôt chargés de recueillir des renseignements que d'organiser la rébellion.

Cela confirme bien l'opinion de ceux qui écrivent que lorsqu'il reçoit Jean Moulin ses connaissances de la résistance intérieure sont si limitées qu'il est prêt à croire n'importe quoi. Quant à celles de Moulin, d'après le créateur du réseau «Combat», Henri Frenay, elles étaient à peu près du même niveau.

A propos de Moulin, un quart de page est consacré à la présentation du personnage. Il est vrai que de nos jours, après les révélations de Pierre Péan et de Jacques Baynac sur l'ancien préfet – et ce n'est, paraît-il, pas fini – c'est devenu un sujet sur lequel il vaut mieux ne pas trop s'aventurer. Petit à petit l'histoire se met en place et des ci-devant héros retournent à une ombre hors de laquelle ils n'auraient peut-être pas dû trop s'aventurer. Moulin, Malraux : deux exemples. Quant à Charles De Gaulle, quand donc un historien de la trempe de John Charmley ou de David Irving, osera-t-il enfin évoquer «la fin de la Gloire» ?

Léon Arnoux

Dès le lendemain de l'armistice de 1940, il a toujours été entendu, sous le sceau du secret, que nous Français reprendrions le combat contre les Allemands, mais seulement quand nos Alliés seraient capables de nous soutenir efficacement, parce que, dans le cas contraire, si nous reprenions le combat prématurément, pour la France, il y aurait beaucoup plus à perdre qu'à gagner.

Or, pendant toute la guerre, à toutes les époques, les Français ont toujours grossièrement surestimé le potentiel militaire de nos Alliés, la rapidité de leur montée en puissance, et surtout leurs possibilités d'intervention sur les différents théâtres. C'est sans doute la raison pour laquelle certains d'entre eux ont trouvé qu'on ne reprenait pas assez vite le combat, tandis que d'autres estimaient qu'il fallait faire le gros dos, adopter un profil bas, et tenter de conserver nos faibles atouts en attendant que nos Alliés aient fait des progrès suffisants.

Le général De Gaulle, lui, n'était pas du tout un Français plus impatient que les autres : c'est un homme qui a eu l'idée géniale de s'emparer du pouvoir à la faveur de la guerre et de la Libération. Pour s'emparer du pouvoir, il a fallu qu'il lutte, non pas tellement contre les Allemands, mais surtout contre Vichy, contre l'Armée française, et contre nos Alliés.

Bien sûr, il n'était pas du tout certain, au début, que

## La prophétie de juin 1940

les Britanniques gagneraient la guerre. Roosevelt, en juin 1940, était même persuadé du contraire. La probabilité d'une victoire alliée, extrêmement faible en juin 1940, est allée en augmentant au fur et à mesure que le temps passait, mais toujours très lentement, avec des hauts et des bas. Il a fallu attendre 1943 pour qu'elle prenne une certaine consistance. Il a même fallu attendre que le succès du débarquement de Normandie soit définitivement assuré pour que la probabilité d'une victoire finale alliée dépasse la barre des cinquante pour cent.

### Weygand contre De Gaulle

Mais De Gaulle, lui, n'avait nul besoin d'une probabilité à cent pour cent, car en réalité, il n'avait pas le choix : il avait eu, au début de juin 1940, une violente altercation au cours de laquelle lui, membre du Gouvernement, l'avait pris de très haut avec Weygand, commandant en chef. Mais depuis, le rapport des forces s'était inversé : c'était désormais Weygand, ministre de la Défense nationale, contre

De Gaulle, général de brigade à titre temporaire : il pouvait dire adieu à ses étoiles, et l'orgueil du Connétable ne l'aurait sûrement pas supporté. On lui redonnait un commandement dans l'infanterie. Il perdait toute liberté d'action. A plus long terme, son avancement était compromis.

Il était beaucoup moins risqué pour lui d'aller en Angleterre. Si les choses tournaient mal, si Churchill était renversé par les Communes et remplacé par un Chamberlain, un Macdonald ou un Halifax, fermement décidé à traiter sans délai avec les Allemands, Churchill aurait toujours le temps de le mettre, lui, De Gaulle, avec sa famille, dans un avion en partance pour le Canada ; par contre, en cas de succès, le choix de De Gaulle débouchait sur une magnifique perspective d'accès au pouvoir suprême, et cela, n'y aurait-il eu qu'une chance sur cent, valait la peine d'être tenté.

Mais bien évidemment De Gaulle ne pouvait pas se permettre d'exposer de tels motifs à la face du monde. Pour donner à son choix personnel une explication plus plausible, voilà qu'il prophétise la victoire alliée ! Il est le seul : même Churchill n'ose se lancer. Un risque de plus ? Même pas : si tout rate, c'est le Canada ; si tout réussit, au contraire, c'est le pouvoir suprême, plus l'auréole du prophète.

Louis-Christian Michelet  
Docteur en Histoire